

Communiqué

Haïti - Emmanuel Macron : entre paternalisme colonial et amnésie historique

dimanche 24 novembre 2024, par [Plateforme française de solidarité avec Haïti](#) (Date de rédaction antérieure : 22 novembre 2024).

En marge du G20 qui a lieu à Rio, le président de la République française, Emmanuel Macron, interpellé sur la situation à Haïti, a répondu : “Ils sont complètement cons” et “Ce sont les Haïtiens qui ont tué Haïti” sans aucun respect des décisions prises par le Conseil présidentiel de transition haïtien, que le CARICOM et le Core Group ont mis eux-mêmes en place.

L'ensemble des organisations sociales et politiques de la plateforme française de solidarité avec Haïti est profondément choqué par la teneur de ses propos.

Nous rappelons à Monsieur Emmanuel Macron que la France est entièrement responsable de la situation de chaos et de désordre, des violences qui règnent à Haïti depuis des décennies et qui arrivent à leur paroxysme.

Faut-il rappeler au président Emmanuel Macron qu'Haïti est une ancienne colonie française qui a pris son indépendance en 1804, suite à une révolte d'esclaves contre les colons français ? Haïti fut l'un des premiers peuples colonisés de la planète à devenir indépendants.

Faut-il rappeler que le retour du roi en France, vingt ans après, a menacé de sa flotte cette nouvelle République, pour en reprendre le contrôle ? Et qu'afin d'éviter cette guerre et une nouvelle domination coloniale, les Haïtien·nes se sont vu imposer une dette de 150 millions de francs, une somme absolument gigantesque, équivalente à dix années de recettes fiscales.

Faut-il encore rappeler à la mémoire du président E. Macron qu'il leur fallut plus d'un siècle pour rembourser cette rançon de l'indépendance ?

La France a une responsabilité historique et structurelle dans la situation actuelle d'Haïti et de son peuple, privé d'une réelle souveraineté. Une responsabilité partagée depuis des décennies par les États-Unis, le Canada, le FMI, et les politiques néolibérales destructrices.

Lors de son colloque, tenu à la Bourse du Travail, lundi 18 novembre, date symbolique de la bataille de Vertières face à Napoléon, la Plateforme française de solidarité avec Haïti, en lien avec le mouvement social haïtien, exige :

- la reconnaissance de la France comme premier colonisateur en Haïti et de la traite esclavagiste et la mise en place d'une économie servile en Haïti.
- le remboursement de la dette illégitime de la part de la France.

- Le paiement de la dette écologique pour les décennies d'agriculture intensive, de déforestation des forêts tropicales pour payer les créanciers.
- un embargo efficace sur les armes afin d'endiguer la prolifération des gangs armés qui terrorisent les Haïtiens au quotidien.
- la fin des politiques de subordination pour permettre le droit à l'autodétermination du peuple haïtien et retrouver sa souveraineté légitime.
- le retour à la souveraineté du peuple *haïtien* avec le retrait du Core Group, dont les actions s'avèrent inefficaces pour démanteler les milices armées.

Enfin, la Plateforme française de solidarité avec Haïti exige de la part du président de la République française, Emmanuel Macron, des excuses publiques envers le peuple haïtien et sa diaspora.

Le colonialisme et le mépris, ça suffit !

La Plateforme française de solidarité avec Haïti va poursuivre et amplifier sa solidarité envers le peuple haïtien, son mouvement social sur place et sa diaspora internationale, qui lutte pour son indépendance.

Paris, le 22 novembre 2024

La Plateforme française de solidarité avec Haïti

P.-S.

- FAL. 23 novembre 2024 :
<https://www.franceameriquelatine.org/emmanuel-macron-paternalisme-colonial-amnesie-historique-communique-plateforme-solidarite-peuple-haitien/>